

Unité départementale de la Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765 - 85020 La Roche sur Yon cedex
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 04 Décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEVAL

La Croix
85670 Grand'Landes

Références : D25.0513
Code AIOT : 0006303878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement GEVAL implanté Lieu-dit La Vergne 85670 Grand'Landes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEVAL
- Lieu-dit La Vergne 85670 Grand'Landes
- Code AIOT : 0006303878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'écosite de la Mélitée est une installation de stockage de déchets non dangereux et une plateforme de tri/transit de déchets de mobiliers ménagers exploité par la société GEVAL (filiale de Veolia). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 14/04/2020 pour un renouvellement et réhausse des zones d'enfouissement jusqu'au 31/12/2032.

Pour cette visite, l'inspection a examiné les documents suivants :

- dossier technique de réalisation du casier D5 (réf BURGEAP : LB1400055 / 1126250-01 du 05/02/2025)
- dernières analyses sur les lixiviats traités (Eurofins - mars, juin, septembre 2025)

L'inspection a contrôlé sur site la bonne réalisation du casier D5, formé de 3 subdivisions attenantes, et les deux chambres à vannes associées.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Programme d'échantillonnage | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18 | Sans objet |
| 2 | Dossier technique établissant la conformité de l'installation | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II | Sans objet |
| 3 | Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier | Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 4 | Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers | Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3 | Sans objet |
| 5 | Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs | Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.6 | Sans objet |
| 6 | Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane | Arrêté Ministériel du 14/02/2016, article 9.I | Sans objet |
| 7 | Contrôle soudure PEHD | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19 | Sans objet |
| 8 | Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant | Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.4 | Sans objet |
| 9 | Équipements de collecte et de traitement des lixiviats | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I | Sans objet |
| 10 | Interface liée à la réhausse | Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.5 | Sans objet |
| 11 | Cartographie des émissions diffuses de méthane | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.IV | Sans objet |
| 12 | Surveillance des rejets d'eau (suite AM RSDE) | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe II - 1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments transmis et la visite sur le site permettent de confirmer la bonne réalisation du casier D5. L'inspection ne s'oppose pas à sa mise en service.

Le suivi cartographique des émissions de méthane est réalisé selon la fréquence quinquennale imposée, et ne fait pas l'objet d'anomalie sur le site.

Le plan de surveillance portant sur les analyses de lixiviats proposé par l'exploitant suite à l'arrêté ministériel du 24 août 2017 ne fait pas l'objet d'observation, et doit être maintenu. Il pourra être intégré ultérieurement aux prescriptions applicables sur le site via un futur arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme d'échantillonnage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive |
| Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le |

programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.

Constats :

Le site est exploité en réhausse sur des casiers précédemment conformes à l'arrêté ministériel. De ce fait, aucune nouvelle barrière passive n'a été reconstituée et aucun programme d'échantillonnage et d'analyse n'a été effectué.

Le casier D5 est réputé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier technique établissant la conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II

Thème(s) : Risques chroniques, Information du préfet – fin des travaux d'aménagement

Prescription contrôlée :

Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

Constats :

Le dossier technique pour la mise en fonctionnement du casier bioréacteur D5 a été établi par l'organisme tiers BURGEAP le 5 février 2025 (Réf : LB1400055 / 1126250-01).

La fin de la construction de D5 est intervenue en octobre 2024.

Le casier D5 est divisé en 3 subdivisions de casier D5.1 / D5.2 / D5.3 (respectivement 3 430 m² / 3 380 m² / 3 980 m²).

Les plans du casier sont présentés en p.6 et en annexe 1 du rapport de conformité.

Le bureau d'étude valide l'ensemble des travaux réalisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur le fond

Prescription contrôlée :

La barrière passive constituant les casiers de stockage exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 étant conforme à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il n'est pas prescrit pour les casiers en réhausse de nouvelle barrière passive comme prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Constats :

Le casier D5 étant une réhausse d'autres casiers de stockage présentant une conformité de la barrière passive à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il ne dispose pas d'une nouvelle barrière passive conformément au dossier de demande d'autorisation.

| |
|--|
| Le casier D5 est réputé conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur les flancs |
| Prescription contrôlée : <p>La barrière passive constituant les casiers de stockage exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 étant conforme à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il n'est pas prescrit pour les casiers en réhausse de nouvelle barrière passive comme prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.</p> |
| Constats : <p>Le casier D5 étant une réhausse d'autres casiers de stockage présentant une conformité de la barrière passive à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, ses flancs ne constituent pas d'une nouvelle barrière passive conformément au dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Le casier D5 est réputé conforme.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité des flancs |
| Prescription contrôlée : <p>Les digues périphériques, en limite de site, doivent offrir une stabilité à long terme. Elles sont ancrées si nécessaire, compactées et réalisées en matériaux à faible perméabilité ayant de bonnes caractéristiques géotechniques.</p> <p>La hauteur de chaque tranche de digue doit être compatible avec la stabilité à long terme de cette dernière. Leurs pentes externes sont adoucies à 2H/1V ou 3H/1V pour assurer non seulement la stabilité à long terme de la digue mais également l'insertion paysagère du site. En face interne, les pentes doivent être stables sur la durée de l'exploitation de la phase.</p> <p>Ainsi, les digues doivent avoir les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pente externe : 2H/1V, - pente interne : 1H/1V, - hauteur : 3 à 5 m au-dessus de la couverture existante, - largeur en tête : 4 m. |
| Constats : <p>Le casier D5 se situe au centre de la zone d'exploitation. Il ne dispose d'aucun flanc nécessitant une vérification de stabilité.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/02/2016, article 9.I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière active - géomembrane |
| Prescription contrôlée : |

Article 9 :

I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé barrière de sécurité active.

Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

Constats :

L'entreprise H₂O ENVIRONNEMENT a transmis le Dossier des ouvrages exécutés du lot 2 pour le casier D5 dans lequel se trouvent les fiches techniques des produits mis en œuvre.

Le plan de pose (calepinage) de la membrane en PEHD est présent dans le DOE.

La mise en œuvre s'est effectuée selon le plan suivant de bas en haut :

- Un géotextile inférieur anti-poinçonnant 300 g/m² (TENCATE - P30) certifié ASQUAL (n°7500 CQ 22) ;
- Une géomembrane PEHD 2 mm lisse (SOLMAX 2mm) certifié ASQUAL (n°3301 CQ 22) ;
- Géotextile supérieur 500 g/m² sur flancs et diguettes (TENCATE P50) certifié ASQUAL (n°4003 CQ 21) ;
- Un Géocomposite de drainage supérieur 500 g/m² en fond de casier (TERADRAIN D500 T2).

Pour la pose, il n'y a pas eu d'ancrage spécifique sur une digue périphérique, puisque le casier se situe au centre de la zone d'exploitation.

Le contrôle de la barrière de sécurité active a été réalisé par le bureau d'étude GEOSCOPI.

Le bureau d'étude valide la conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle soudure PEHD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation casier

Prescription contrôlée :

Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant.

Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le contrôle de la BSA a été réalisé par le bureau d'études GEOSCOPI (septembre 2024). Il porte sur le contrôle des conditions de stockage et de manutention des produits, la vérification des contrôles internes de l'entreprise de pose conformément à son Plan d'Assurance Qualité, le

contrôle de la pose de la membrane (contrôles visuels 100 % de la surface et contrôles des doubles soudures 100 % des soudures, contrôle destructifs), les modalités de pose du géotextile inférieur et supérieur ont été contrôlés (respect des matériaux décrits dans le PAQ et validés par le MOe, contrôle de la qualité du support de pose, modalités de déroulement des lés, état général de la pose).

Un des essais destructifs (traction-pelage) réalisé sur le PEHD posé a montré un défaut de soudage. Sur le terrain, d'autres prélèvements ont été effectués pour déterminer les zones où les soudures ont été défectueuses. Ainsi, 3 linéaires de doubles soudures (sd197, sd190 et sd192) ont été reprises puis validées conformes par le bureau d'étude Geoscop.

L'ensemble de ces éléments est précisé dans le dossier technique.

Le bureau d'étude valide la conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière active

Prescription contrôlée :

En aménagement des dispositions de l'article 9.II de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, la structure de drainage de la barrière active mise en place en fond des casiers en réhausse se compose du haut vers le bas de 30 cm de matériaux drainants et d'un géocomposite de drainage.

Constats :

Le dispositif anti-poinçonnant mis en place au-dessus de la barrière de sécurité active est un géocomposite de drainage en fond et géotextile de 500 g/m² sur les flancs, les fiches techniques de ces produits sont disponibles dans le dossier technique.

Les modalités de pose des géotextiles inférieur et supérieur ont été contrôlées par BURGEAP (respect des matériaux décrits dans le PAQ et validés par le MOe, contrôle de la qualité du support de pose, modalités de déroulement des lés, état général de la pose).

Les matériaux utilisés sont du 20/40 CMGO St Philbert de Bouaine, la fiche technique du produit est disponible dans le dossier technique. La perméabilité du matériau mesurée par le laboratoire AGIR est de 1.10⁻³ m/s.

L'épaisseur de 30 cm de la couche de drainage a été contrôlée par des relevés topographiques réalisés sur des points de références quadrillant le casier D5 avant et après la mise en œuvre de la couche de drainage.

Le géocomposite de drainage utilisé est le Teradrain D500 T2. La fiche technique et la note d'équivalence pour ce produit sont disponibles en annexe dans le dossier technique.

Le bureau d'étude valide la conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Équipements de collecte et de traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte des lixiviats

Prescription contrôlée :

I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard

disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage des lixiviats.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 cm au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Les lixiviats sont évacués gravitairement en dehors du casier D5 en 2 endroits différents liés à la topographie du casier au Sud-Ouest et au Sud-Est (mêmes postes de vannage que pour les casiers D6 et D7 précédents). 3 drains collecteur traversent la digue périphérique, respectivement pour le casier D7, et le casier D6 et le casier D5 (incluant ses 3 subdivisions).

Le casier disposera de 2 puits de contrôle des lixiviats : angle Nord-Ouest de D5.3, angle Nord-Est de D5.3.

Chaque collecteur est équipé d'une vanne pour isoler hydrauliquement le casier. Les vannes sont repérées et fonctionnelles. En amont de chaque vanne, un bouchon amovible permet la gestion des eaux pluviales gravitairement tant que le casier n'est pas en exploitation. Ce bouchon est ensuite soudé lors de la mise en service du casier (principe vu sur les casiers voisins D6 et D7).



Les puits de lixiviat sont réalisés de façon à pouvoir contrôler le niveau d'eau au moyen d'une sonde de niveau (cf plan de principe dans le dossier technique).

Le bureau d'étude valide la conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Interface liée à la réhausse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.5

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 2.2.5 - Interface liée à la réhausse

Les têtes de puits de contrôle des lixiviats des casiers exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 sont munies de manchons étanches coulissants au niveau de l'interface avec la réhausse, et prolongées verticalement. Ces puits doivent permettre de contrôler le niveau de lixiviats en fond des anciens casiers conformément à l'article 11.1 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Les puits de collecte du biogaz des casiers exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 peuvent être regroupés dans des collecteurs uniques verticaux prolongés verticalement grâce à des

| |
|---|
| manchons étanches coulissants au niveau de l'interface avec la réhausse. |
| <p>Constats :</p> <p>Le dossier des ouvrages exécutés détaille les travaux liés à l'interface avec les ouvrages sous le casier D5.</p> <p>Les têtes de puits de lixiviats ont été réhaussées par des manchons en PEHD coulissants. L'inspection a également constaté la présence sur site des manchons PEHD, ainsi que leur condition de stockage (verticalement pour qu'ils ne se déforment pas).</p>  <p>Les collecteurs de biogaz ont été réunis par un collecteur en étoile pour être ensuite réhaussés. Le bureau d'étude valide ces ouvrages.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 11 : Cartographie des émissions diffuses de méthane

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. (...)</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant justifie la réalisation récente d'une cartographie des émissions diffuses de biogaz pour son site. Le dernier contrôle a été réalisé par le bureau d'étude Veritas du 30 novembre au 1^{er} décembre 2023 - incluant l'ancien site La Vergne 1. Le rapport associé du 10 janvier 2024 a été communiqué à l'inspection avec le rapport d'activité annuel 2023.</p> <p>Un laser méthane a été utilisé comme moyen de détection par une méthodologie aérienne (drone) et pedestre.</p> <p>Le rapport conclut en l'absence de source d'émission, ainsi qu'au respect de la fréquence de contrôle.</p> <p>La prescription est respectée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 12 : Surveillance des rejets d'eau (suite AM RSDE)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe II - 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Données relatives aux rejets</p> <p>Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés séparément à chaque point où un lixiviat est rejeté du site.</p> <p>Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.</p> |

La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :

| Analyses | Phase d'exploitation | Période de suivi long terme |
|---|----------------------|-----------------------------|
| (...) | | |
| 2. Composition du lixiviat (2) : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe +As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols, autre substance dangereuse visée au paragraphe 3 de l'annexe I | Trimestriellement | Tous les six mois |
| (...) | | |

Constats :

Suite à la publication de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant l'arrêté ministériel du 25 février 2016, la liste des polluants à analyser dans les lixiviats traités a augmenté. Dans ce cadre, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'engager des mesures complémentaires via l'article 2.8.3 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2020.

Dans un courrier du 10 mai 2022, l'exploitant avait transmis à l'inspection la synthèse portant sur les analyses complémentaires.

Le nonyphénol ajouté par l'arrêté ministériel complémentaire du 7 août 2023 n'avait pas été intégré à ces premières campagnes d'analyse. Ce paramètre a ensuite été analysé le 13/03/2025, 12/06/2025 et 23/09/2025 avec des résultats inférieurs à la limite de quantification.

Les paramètres globaux et spécifiques de l'activité (tableaux 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel) faisaient déjà l'objet d'un suivi périodique fixé à l'article 2.8.3 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2020.

L'inspection confirme que cette surveillance doit être mise à jour pour tenir compte de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 avec les paramètres des "Autres substances" du tableau 3 de l'annexe I.

Pour établir un plan de surveillance, l'exploitant s'est appuyé sur les résultats d'analyses de l'ensemble des paramètres dits "RSDE", en définissant un seuil de fréquence comme suit :

1. Si les résultats sont toujours < LQ : suivi triennal
2. Si 1 seul résultat est > LQ : suivi annuel
3. Si 2 résultats ou plus sont > LQ : suivi trimestriel

Au final, le plan de surveillance proposé par courriel du 18 décembre 2024 à l'inspection pour les "Autres substances" du tableau 3 de l'annexe I est donc le suivant :

Paramètres suivis à fréquence triennale :

- > Quinoxifène
- > Dioxines et composés
- > Aclonifène
- > Bifénox
- > Cybutryne
- > HBCDD
- > heptachlore et époxyde d'heptachlore

Paramètres suivis à fréquence annuelle :

> DEHP

> PFOS

Paramètres suivis à fréquence trimestrielle :

> Cyperméthrine

> Nonylphénols

> Arsenic et ses composés

L'exploitant a déjà mis en œuvre cette surveillance. L'inspection a examiné le rapport pour les analyses triennales effectué sur un prélèvement du 12 juin 2025, et l'analyse trimestrielle du 23 septembre 2025. Les résultats de ces analyses ne font pas l'objet d'observation.

Compte tenu des résultats d'analyses transmis, l'inspection valide le plan de surveillance proposé par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique :



Vue Sud de l'alvéole D5.1



Vue centrale de D5



Vue Nord de l'alvéole D5.1

